

Ni les actionnaires, ni les réactionnaires : Un 1er mai pour les travailleurs et travailleuses



Le 1er mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses, va se tenir dans un contexte marqué par les guerres terriblement meurtrières. Nos organisations réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international, qui ne peut se faire aux conditions de l'agresseur.



En France, les travailleur·euses sont sous la menace d'un nouveau plan d'austérité. Pour multiplier les cadeaux aux entreprises privées, ce qui aggrave les inégalités sociales, le gouvernement annonce faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail.



Les politiques d'exonérations de cotisations sociales sur les bas salaires qui encouragent les directions d'entreprises à maintenir des millions de salarié·es avec des fiches de paie proches du SMIC. A l'image du SMIC, il faut a minima indexer les salaires, pensions et le point d'indice sur les prix. Il y a urgence d'augmenter les salaires et les retraites.



La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les étudiant·es : un·e sur deux travaille pour financer ses études, deux étudiant·es sur trois sautent régulièrement des repas et plus de trois étudiant·es sur dix renoncent à des soins faute d'argent. Un·e sur deux est mal logé·e. Un·e étudiant·e sur 5 ne mange pas à sa faim. Il faut augmenter les minima sociaux, les bourses d'études et réformer en urgence ce système d'aide pour que chacun·e puisse étudier dans des conditions dignes.



Nos organisations appellent à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe.



L'Europe doit sortir de la dépendance à la finance, et du poison de l'extrême-droite, pire ennemi des travailleurs et travailleuses ! Nos organisations militent pour le renforcement de la protection sociale et s'opposent aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits et conquies des travailleurs et travailleuses.



Elles dénoncent les attaques aux libertés collectives et individuelles, notamment contre les bourses du travail et le droit de manifester, les libertés syndicales mais aussi les entraves à la liberté d'expression, par exemple sous-couvert des lois anti-terroristes.

Le 1er mai doit aussi être le prolongement des mobilisations du 8 mars pour l'égalité réelle alors que les femmes sont moins payées et plus souvent en situation de précarité.



**Nos organisations appellent les travailleuses et
travailleurs, les jeunes, étudiant·es et retraité·es,
à manifester le mercredi 1^{er} mai. rendez-vous à
10 :00 porte des postes à LILLE**